



**PRÉFET  
DE LA RÉGION  
BOURGOGNE-  
FRANCHE-COMTÉ**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*



**Maîtrise d'ouvrage**

**MINISTÈRE DE LA CULTURE**

**DIRECTION RÉGIONALE DES AFFAIRES CULTURELLES DE BOURGOGNE-FRANCHE-  
COMTE**

**Conservation Régionale des Monuments Historiques**

**39-41, RUE VANNERIE – 21000 DIJON - TEL : 03 80 68 50 50**

**Côte d'Or**

**DIJON**

**Cathédrale Saint-Bénigne**

**Restauration de la flèche**

**Cahier des clauses administratives particulières**

**C.C.A.P.**

## S O M M A I R E

ARTICLE 1 <sup>er</sup> - OBJET DU MARCHÉ - DISPOSITIONS GÉNÉRALES .....	4
1.1    Objet du marché - Emplacement des travaux - Domicile de l'entrepreneur .....	4
1.2    Tranche et lots .....	4
1.3    Maîtrise d'œuvre .....	4
1.4    Ordonnancement pilotage et coordination .....	5
1.5    Contrôle technique .....	5
1.6    Coordonnateur SPS .....	5
1.7    Clause d'insertion sociale et clause incitative « égalité professionnelle et diversité » .....	6
1.8    Clause environnementale générale .....	8
ARTICLE 2 - PIÈCES CONSTITUTIVES DU MARCHÉ.....	9
ARTICLE 3 - CONTENU DES PRIX - MODE D'ÉVALUATION DES OUVRAGES - VARIATION DANS LES PRIX - RÈGLEMENT DES ACOMPTES TRAVAUX EN RÉGIE .....	10
3.1    Contenu des prix.....	10
3.2    Mode d'évaluation des ouvrages .....	10
3.3    Variation dans les prix .....	11
3.4    Règlement des comptes .....	12
3.5    Travaux en régie .....	15
ARTICLE 4 - DÉLAI(S) D'EXÉCUTION - PENALITES ET PRIMES.....	15
4.1    Délai d'exécution des travaux .....	15
4.2    Prolongation du délai d'exécution .....	15
4.3    Pénalités pour retard - Primes d'avances .....	16
4.4    Remise en état des lieux.....	17
4.5    Délais et retenues pour remise des documents fournis après exécution .....	18
ARTICLE 5 - CLAUSES DE FINANCEMENT ET DE SÛRETÉ.....	18
5.1    Cautionnement.....	18
5.2    Avance .....	18
5.3    Avances sur matériels.....	18
ARTICLE 6 – PROVENANCE - QUALITÉ - CONTRÔLE ET PRISE EN CHARGE DES MATÉRIAUX ET PRODUITS.....	18
6.1    Provenance des matériaux et produits.....	18
6.2    Mise à disposition de carrières ou lieux d'emprunt .....	18
6.3    Caractéristiques, qualités, vérifications, essais et épreuves des matériaux et produits 18	
6.4    Prise en charge, manutention et conservation par l'Entrepreneur des matériaux et produits fournis par le maître de l'ouvrage.....	19

ARTICLE 7 - IMPLANTATION DES OUVRAGES .....	19
7.1 Piquetage général.....	19
7.2 Piquetage des ouvrages souterrains ou enterrés .....	19
ARTICLE 8 - PRÉPARATION - COORDINATION ET EXÉCUTION DES TRAVAUX .....	19
8.1 Période de préparation - Programme d'exécution des travaux .....	19
8.2 Plans d'exécution - Notes de calculs - Études de détails .....	20
8.3 Mesures d'ordre social - Application de la réglementation du travail.....	20
8.4 Organisation sécurité et hygiène des chantiers .....	20
8.5 Coordination sécurité et protection de la santé .....	21
8.6 Dispositions relatives à la sécurité incendie.....	22
Sécurité incendie du chantier .....	22
En fin de journée, coupure de courant générale systématique des installations électriques de chantier, par coffret à clé. ....	22
Ronde de vérification 2h après points chauds effectuée à la caméra thermique obligatoirement avec diffusion du PV d'autocontrôle .....	22
ARTICLE 9 - CONTRÔLES ET RÉCEPTION DES TRAVAUX.....	22
9.1 Essais et contrôles des ouvrages en cours de travaux .....	22
9.2 Réception.....	22
9.3 Mise à disposition de certains ouvrages ou parties d'ouvrages .....	23
9.4 Documents fournis après exécution.....	23
9.5 Délai de garantie.....	23
9.6 Garanties particulières .....	23
9.7 Assurances .....	23
9.8 Procédure contentieuse - Arbitrage.....	24
ARTICLE 10 - DIFFÉRENDS .....	24
ARTICLE 11 - DÉROGATIONS AUX DOCUMENTS GÉNÉRAUX.....	24

## ARTICLE 1<sup>er</sup> - OBJET DU MARCHE - DISPOSITIONS GÉNÉRALES

### 1.1 *Objet du marché - Emplacement des travaux - Domicile de l'entrepreneur*

Les stipulations du présent C.C.A.P concernent :

#### **La restauration de la flèche de la cathédrale Saint-Bénigne à Dijon (Côte d'Or).**

La description des ouvrages et leurs spécifications techniques sont indiquées dans le cahier des clauses techniques particulières (CCTP).

A défaut d'indication dans l'acte d'engagement (AE) du domicile élu par l'entrepreneur à proximité des travaux, les notifications se rapportant au marché seront valablement faites, jusqu'à ce que l'entrepreneur ait fait connaître à la personne responsable du marché, l'adresse du domicile qu'il aura élu.

### 1.2 *Tranche et lots*

Les travaux du présent **lot 2 : Grue avec conducteur** fait partie des 8 lots de l'opération globale.

Les travaux sont répartis en **1 tranche ferme et 5 tranches optionnelles, à savoir :**

**TF : installation de chantier - sécurisation préalables**

**TO1 : tabouret-compléments échafaudage-grue**

**TO2 : dépose de la flèche**

**TO3 : restauration en atelier**

**TO4 : remontage souche + lanterne**

**TO5 : remontage aiguille et repli**

Les travaux sont divisés en **8 (huit) lots** numérotés de **1 à 8**, traités par marchés séparés :

lot n°1 Installations de chantier-Échafaudages-Parapluie-Charpente métallique

lot n°2 Grue avec conducteur de grue

lot n°3 Maçonnerie / Pierre de taille / Colonnes sèches

lot n°4 Charpente bois

lot n°5 Couverture cuivre, plomb, ardoises, tuiles

lot n°6 Sculpture cuivre et ornements métalliques

lot n°7 Menuiserie

lot n°8 Détection incendie de chantier / Sûreté de chantier / Surveillance / Électricité

### 1.3 *Maîtrise d'œuvre*

La maîtrise d'œuvre est assurée par :

M. Martin BACOT, ARCHIPAT, mandataire  
Architecte en Chef des Monuments Historiques  
19, rue des Tuileries - 69 009 LYON  
Tél : 04.37.24.71.50 – [contact@archipat.fr](mailto:contact@archipat.fr)

François AUGER, architecte du patrimoine  
4 boulevard Pasteur – 93120 COURBEVOIE  
Tél : 06 99 30 29 48 – [francois.auger.abc@gmail.com](mailto:francois.auger.abc@gmail.com)

LeBE, BET structure  
24 rue LaureDiebold – 69009 LYON  
Tél : 04 72 56 51 61 – [contact@lebeassociés.fr](mailto:contact@lebeassociés.fr)

ALTO Ingénierie, BET Fluides  
1 Avenue du Gué Langlois \_ 77600 BUSSY SAINT MARTIN  
Tél 01 64 68 18 50 – [commercial@alto-ingenierie.fr](mailto:commercial@alto-ingenierie.fr)

CSD, BET Sécurité et sûreté  
Immeuble le Valmy – 18 avenue Léon Gaumont – 75020 PARIS  
Tél : 01 44 73 14 14 – [contact@csd-associes.com](mailto:contact@csd-associes.com)

Cabinet PILTÉ  
Economiste de la Construction  
19 rue du Petit Musc - 75004 PARIS  
Tél : 01.48.87.99.38 - [contact@cabinet-pilte.com](mailto:contact@cabinet-pilte.com)

#### 1.4 Ordonnancement pilotage et coordination

La mission OPC est assurée par Arpège Ingénierie, représentée par Jean-Albert Gonnard (direction de projet) et Laurène Gandet (chef de projet)  
27 avenue des Cottages - 69300 Calluire-et-Cuire  
Tel : 04.78.97.49.91 - [jagonnard@arpege-ingenierie.com](mailto:jagonnard@arpege-ingenierie.com) et [lgandet@arpege-ingenierie.com](mailto:lgandet@arpege-ingenierie.com)

#### 1.5 Contrôle technique

Le contrôle technique est assuré par le bureau VERITAS. Prestations limitées aux travaux du lot 3 maçonnerie/pierre de taille/colonne sèche et lot 8 Détection incendie de chantier / Sûreté de chantier / Surveillance / Électricité

#### 1.6 Coordonnateur SPS

La présente opération est soumise à l'obligation d'une coordination en matière de sécurité et de protection de la santé conformément aux textes en vigueur suivants :

Directive Européenne 92-57 du 24 juin 1992  
Loi 93-1418 du 31 décembre 1993  
Décret 94-1159 du 26 décembre 1994  
Décret 95-543 du 4 mai 1995  
Arrêté du 7 mars 1995  
Code du travail

**Catégorie :** Le présent chantier est estimé en catégorie 1

##### **Coordonnateur de sécurité**

##### a) Nom (s) et coordonnées

Phase Conception et Phase Réalisation

Le maître d'ouvrage a désigné un coordonnateur de sécurité. Ses coordonnées sont les suivantes : **Jean-Luc PINEAU, CSPS Prévention, 3C rue Ernest Lory, 21000 Dijon**

##### b) Le rôle du coordonnateur

Son rôle, comme son nom l'indique sera de gérer les risques issus de la coactivité simultanée ou successives en intégrant la santé dans la globalité des travaux et de coordonner les différents intervenants sur le chantier en matière de sécurité et de protection de la santé.

##### c) La mission du coordonnateur

Le coordonnateur prend en compte les principes généraux de prévention.  
Il organise et fait respecter la coordination.  
Il élabore le P.G.C. S.P.S. (Plan Général de Coordination, pour les chantiers de niveau I et II et III) et le tient à jour sur le chantier.  
Il ouvre et met à jour le Registre Journal.  
Il constitue le D.I.U.O ; (Dossier d'Interventions Ultérieures sur l'Ouvrage).

Il reçoit et harmonise les P.P.S.P.S. (Plan Particulier de Sécurité Santé et de Protection de la Santé) et les transmet aux autres entreprises si besoin.  
Il préside le C.I.S.S.C.T. (Collège Interentreprises de Sécurité Santé et des Conditions de Travail obligatoire pour les chantiers de niveau I).

#### d) Autorité

Le coordonnateur a délégation du Maître d'Ouvrage pour l'autorité en matière de sécurité et de santé.

##### Obligation des entreprises

##### ► Clauses générales

- Les entreprises devront respecter les obligations de sécurité,
- Faire respecter les obligations de sécurité aux sous-traitants, faciliter l'intervention du coordonnateur,
- Présider les C.I.S.S.C.T.

##### ► Clauses particulières

Les entreprises devront désigner un interlocuteur pour le coordonnateur SPS. Les entreprises devront rédiger et transmettre au coordonnateur les documents ayant trait à la sécurité notamment :

- Les plans d'installation de chantier,
- Le plan de gestion des interférences des grues,
- La rédaction et transmission du projet de P.P.S.P.S. dans un délai de 30 jours à compter de la notification du leur marché,
- L'obligation de prévenir les sous-traitants de l'obligation de rédaction et de transmission du P.P.S.P.S.
- L'obligation de se conformer aux modalités d'approbation du P.P.S.P.S. par le coordonnateur avant le début des travaux,
- L'obligation de respecter des délais mentionnés dans le PGC pour prise de rendez-vous pour les visites préalables, pour les entreprises titulaires et les entreprises sous-traitantes,
- L'obligation d'accompagner le coordonnateur de sécurité sur le site lors de la visite préalable à la finalisation du P.P.S.P.S.
- La prise en compte du projet de règlement du C.I.S.S.C.T. (chantier niveau I),
- L'obligation de répondre aux demandes écrites du Coordonnateur SPS : Documents, correction de situation dangereuse, renseignements, ...
- L'obligation de respecter les modalités de gestion des phases provisoires vis à vis de la sécurité des travailleurs et notamment (liste non limitative) :
  - ❑ *PV de vérification de la grue,*
  - ❑ *PV de vérification des installations électriques,*
  - ❑ *PV de réception des échafaudages, par un organisme indépendant de l'entreprise de montage*
  - ❑ *La stabilité et résistance adaptées des étalements,*
  - ❑ *La stabilité des éléments de structure en phase provisoire,*
  - ❑ *La stabilité des dispositifs constructifs de reprise en sous-œuvre, selon les prescriptions d'un BE*
  - ❑ *etc...*

## 1.7 Clause d'insertion sociale et clause incitative « égalité professionnelle et diversité »

### 1.6.1 : clause sociale obligatoire d'insertion par l'activité économique

Dans un souci de promotion de l'emploi et de lutte contre l'exclusion, il est fait application des dispositions de l'article L2112-2 de l'ordonnance du 1<sup>er</sup> avril 2019 relative aux marchés publics, en incluant dans le cahier des charges de ce marché public une clause obligatoire d'insertion par l'activité économique.

Les entreprises qui se verront attribuer les **lots N° 2 et 8** devront réaliser une action d'insertion qui

permette l'accès ou le retour à l'emploi de personnes rencontrant des difficultés sociales ou professionnelles particulières.

**TABEAU DES HEURES MINIMUM D'INSERTION A REALISER POUR LES LOTS CONCERNES :**

Lot n°	Libellé du lot	Nombre d'heures minimum d'insertion à réaliser
X		A établir ultérieurement
X		A établir ultérieurement

#### 1.6.2 : les publics visés

Le dispositif mis en place vise à favoriser l'accès ou le retour à l'emploi des personnes éloignées de l'emploi rencontrant des difficultés sociales ou professionnelles particulières.

Sont notamment concernés, les demandeurs d'emploi de longue durée, les allocataires du revenu de solidarité active demandeurs d'emploi, les allocataires de minima sociaux, les personnes reconnues travailleurs handicapés, les jeunes sortis sans qualification à l'issue de leur scolarité ou sans expérience professionnelle, les personnes relevant d'un dispositif d'insertion par l'activité économique.

En outre, d'autres personnes rencontrant des difficultés particulières peuvent, sur avis motivé de Pôle Emploi, des Maisons de l'Emploi, des Plans Locaux pour l'Insertion et l'Emploi, des Missions Locales ou de CAP EMPLOI, être considérées comme relevant des publics éloignés de l'emploi.

Ces personnes doivent auparavant être obligatoirement validées, avant toute prise d'emploi, par la facilitatrice de **CREATIV'**.

#### 1.6.3 : les modalités de mise en œuvre

Cela consiste, pour l'attributaire retenu, à réserver une part du temps total de travail nécessaire à l'exécution de son marché, à une action d'insertion réalisée selon l'une des modalités définies ci-dessous :

- 1<sup>ère</sup> modalité : le recours à la sous-traitance ou à la co-traitance avec une entreprise d'insertion, ESAT, EA
- 2<sup>ème</sup> modalité : la mise à disposition de salariés (l'entreprise est en relation avec un organisme extérieur qui met à sa disposition des salariés en insertion durant la durée du marché. Il peut s'agir d'une entreprise de travail temporaire d'insertion, d'un groupement d'employeurs pour l'insertion et la qualification ou d'une association intermédiaire)
- 3<sup>ème</sup> modalité : l'embauche directe par l'entreprise titulaire du marché

#### 1.6.4 : le dispositif d'accompagnement des entreprises.

Afin de faciliter la mise en œuvre de cette démarche d'insertion le maître d'ouvrage a mis en place un dispositif d'accompagnement des entreprises. Les entreprises désireuses d'obtenir des informations peuvent ainsi prendre contact avec :

**Madame Audrey JAMET**  
**CREATIV'**  
**Immeuble Bougainville**  
**17 avenue Champollion**  
**21000 DIJON**  
**ajamet@creativ21.fr**  
**tel : 03 80 73 06 18 / 06 70 83 40 21**

#### 1.6.5 : les modalités de contrôle

Il sera procédé, par tous moyens, au contrôle de l'exécution de l'action d'insertion pour laquelle le titulaire s'est engagé.

A la demande de **CREATIV**, le titulaire fournit, dans le délai qui lui sera imparti, tous renseignements utiles (par exemple : date d'embauche, nombre d'heures réalisées, type de contrat, poste occupé, etc.) propres à permettre le contrôle de l'exécution et l'évaluation de l'action.

L'absence ou le refus de transmission de ces renseignements entraîne l'application de pénalités.

En tout état de cause, le titulaire doit, dès leur survenance, informer le maître d'ouvrage par courrier recommandé avec accusé de réception, qu'il rencontre des difficultés pour assurer son engagement. Dans ce cas, le référent ci-dessus désigné par le maître d'ouvrage étudiera avec le titulaire, les moyens à mettre en œuvre pour parvenir aux objectifs.

A l'issue des travaux, l'entreprise titulaire du marché s'engage à étudier toutes les possibilités d'embauches ultérieures des personnes en insertion formées sur le chantier.

En cas de manquement grave du titulaire à son engagement d'insertion, le maître d'ouvrage pourra étudier la résiliation du marché.

#### 1.6.6 : clause sociale incitative d'égalité professionnelle et de lutte contre les discriminations

Le ministère de la Culture est détenteur depuis 2017 des labels «Égalité professionnelle» et «Diversité» délivrés par l'AFNOR.

Il s'engage à ce titre à mettre en œuvre des procédures et outils relatifs aux problématiques de lutte contre les discriminations et pour la promotion de l'égalité professionnelle entre les femmes et les hommes, comme notamment :

- des actions de sensibilisation et de formation à la prévention des discriminations à l'attention de tous les personnels, en ciblant plus particulièrement l'encadrement et les équipes de gestion des ressources humaines ;
- un plan d'actions pluriannuel afin de progresser en matière d'égalité entre les femmes et les hommes. Le ministère s'engage ainsi à lutter contre les comportements sexistes et les violences faites aux femmes, favoriser le rééquilibrage de la rémunération entre les femmes et les hommes et développer les parcours professionnels, en particulier l'accès aux fonctions d'encadrement supérieur.

Dans le cadre de cette politique d'achats responsables et de lutte contre les discriminations, le ministère de la Culture souhaite mobiliser ses fournisseurs afin d'être informé de leurs propres actions en matière d'égalité femmes-hommes et de diversité professionnelle et/ou de les sensibiliser davantage à ces enjeux.

Compte tenu de cette ambition, il est demandé au Titulaire de remplir au moment de la signature du marché le questionnaire « Égalité professionnelle et diversité professionnelle » proposé par le ministère.

Ce questionnaire n'est exigé que du seul Titulaire. Il prend la forme d'un formulaire informatique dont l'adresse lui sera communiquée au moment de l'attribution du marché.

Dans une démarche d'amélioration et de progrès, le Titulaire s'engage à renseigner à nouveau le questionnaire en cours d'exécution du marché si le pouvoir adjudicateur lui en fait la demande. Celle-ci peut intervenir par exemple à la date anniversaire de la notification du marché si ce dernier est pluriannuel, ou un mois avant l'échéance du marché. Le représentant de l'Acheteur compare alors la situation décrite à celle présentée initialement.

### 1.8 Clause environnementale générale

Le titulaire du marché est tenu de respecter la réglementation en vigueur concernant la gestion des déchets du chantier, en étant particulièrement attentif aux points suivants :

- interdiction de brûler les déchets à l'air libre ;
- interdiction d'enfouir les déchets sur site ;



- interdiction de déverser dans le réseau d'assainissement des déchets non compatibles avec celui-ci ;
- interdiction de laisser des déchets sur le lieu du chantier ou de les mettre dans des bennes non prévues à cet effet ;
- seuls les déchets ultimes devront être enfouis ou incinérés. Les déchets enfouis devront être exclusivement confiés à des installations de stockage de déchets dûment habilitées par les services de l'État.

Au titre de la note méthodologique demandée au stade de l'appel d'offres, les points suivants seront pris en compte dans l'élaboration de bordereaux de suivi des déchets (BSD), relatif au Schéma d'Organisation de la Gestion et de l'Élimination des Déchets de chantier (SOGED) :

- actions prévues en matière de prévention des déchets ;
- types et quantités de déchets prévisibles ;
- tri (en vue de réemploi éventuel) ;
- lieu de stockage provisoire ;
- modalités d'évacuation et de traitement (recyclage, valorisation, élimination) ;

qui seront contrôlés régulièrement avec les entreprises au cours du chantier lors des réunions organisées par le maître d'œuvre, en présence du maître d'ouvrage et du coordonnateur SPS.

Cette clause concerne tous les lots de l'opération.

## ARTICLE 2 - PIÈCES CONSTITUTIVES DU MARCHÉ

*Par dérogation à l'article 4.1 du CCAG-Travaux, les pièces contractuelles du marché sont les suivantes et, en cas de contradiction entre leurs stipulations, prévalent dans cet ordre de priorité\_:*

### a) Pièces particulières :

- Acte d'engagement (A.E) et ses annexes éventuelles en cas de co-traitance et sous-traitance.
- Le présent cahier des clauses administratives particulières (C.C.A.P.), et ses annexes éventuelles, commun à tous les lots.
- Le cahier des clauses techniques communes (CCTC) commun à tous les lots.
- Cahier des clauses techniques particulières (C.C.T.P) propre à chaque lot.
- Le rapport de présentation et ses annexes : tableau des pièces de charpente et des assemblages de la flèche, cahier des charges de fourniture des bois, diagnostic de la flèche de novembre 2022 (et ses annexes), notice structure et notes de calcul, et toutes les autres études scientifiques (rapport de nettoyage des cuivres, étude géotechnique, analyse de aciers de la flèche, diagnostic arboriste)
- Les plans de projet architecte, BE Structure, BE fluides
- Les notices sécurité et structure, les diagnostics plomb, amiante
- Le calendrier détaillé d'exécution des travaux
- Le plan général de coordination en matière de Sécurité et de Protection de la Santé (PGC SPS)
- Le mémoire technique de chaque titulaire
- La décomposition du prix global et forfaitaire (D.P.G.F) et/ou bordereau de prix unitaires (BPU)
- Le constat d'huissier réalisé en amont du chantier.
- L'ensemble des normes françaises et européennes, textes réglementaires et documents techniques unifiés (DTU)
- Les notices techniques (structure ; électricité et fluides)

### b) Pièces générales :

Les documents applicables étant ceux en vigueur au premier jour du mois d'établissement des

prix, tel que ce mois est défini à l'article 2 de l'acte d'engagement.

- Cahier des clauses techniques générales applicables aux marchés publics de travaux (C.C.T.G).
- Cahier des clauses générales applicables aux marchés publics de travaux (C.C.A.G.) dans sa dernière version.

### **ARTICLE 3 - CONTENU DES PRIX - MODE D'ÉVALUATION DES OUVRAGES - VARIATION DANS LES PRIX - RÈGLEMENT DES ACOMPTES TRAVAUX EN RÉGIE**

#### 3.1 *Contenu des prix*

Les prix de chaque marché sont hors T.V.A. et toutes taxes comprises, et sont établis :

En tenant compte des dépenses, liées aux mesures particulières concernant la sécurité et la Protection de la Santé, de la notification du marché à la fin du délai de garantie de parfait achèvement ;

En intégrant les fréquences d'interruption de chantier liées aux célébrations de culte. Tous les mardis et tous les vendredis, les levages à la grue sont susceptibles d'être interdits à partir de 14h30 pour cause de célébrations dans la cathédrale, suivant un calendrier connu quelques jours à l'avance. Les autres travaux pourront être poursuivis s'ils n'induisent pas de risques sur le public à l'intérieur de la cathédrale (sans risque de chute d'objet lourd qui risquerait de traverser la voûte et sans risque d'infiltration) ni de nuisances sonores perturbant les célébrations.

Les entreprises devront prendre toutes les dispositions nécessaires d'organisation de chantier (tenir compte des sujétions qu'est susceptible d'entraîner l'exécution simultanée des différents lots ; tenir compte des dépenses communes de chantier). Ces contraintes sont à prendre en compte dans les prix de l'entreprise et ne pourra pas faire l'objet de demande de dédommagement ou de délai supplémentaire.

En considérant comme normalement prévisibles les intempéries et autres phénomènes naturels indiqués au paragraphe 4.2 ci-après.

#### 3.2 *Mode d'évaluation des ouvrages*

##### 3.2.1 Règlement des travaux prévus au marché

Les ouvrages ou prestations faisant partie du marché sont réglés sous formes de :

- Bordereau de Prix Unitaires (B.P.U.)
- Prix Global et Forfaitaire (D.P.G.F.)
- ou mixtes (BPU + DPGF)

Par Dérogation à (aux) l'Article(s) 15 et 16 du CCAG Travaux en vigueur au 1<sup>er</sup> avril 2021, suivant le déroulement des travaux de la présente opération :

Dans l'hypothèse où des prestations du Lot ne sont pas exécutées, la ou les valeurs financières de ces prestations seront déduites du marché de l'Entreprise et ne donneront droit à aucune indemnité ou dédommagement de quelque nature que ce soit au titre du marché.

##### 3.2.2 Règlement des prix des ouvrages ou des travaux non prévus

Les travaux en supplément et ceux en déduction qui seraient la conséquence de modifications que le Maître d'Ouvrage se réserve le droit d'apporter en cours d'exécution des travaux, seront réglés dans les conditions prévues aux articles 14 et 15 du C.C.A.G.

L'entrepreneur est tenu de produire dans les délais fixés par ordre de service et sans incidence financière, les justifications et/ou les prévisions de prix qui lui sont demandées par le maître de l'ouvrage ou le maître d'œuvre.

En cas d'impossibilité absolue d'assimilation des nouveaux ouvrages à ceux prévus initialement, les nouveaux prix seront débattus avant exécution des travaux, suivant les directives de la maîtrise d'œuvre et approuvés par le maître d'ouvrage.

Par dérogation à l'article 14.3 du CCAG aucune indemnité ne sera versée au titulaire en cas de dépassement de l'augmentation limite fixée à cet article.

### **3.3** Variation dans les prix

Les répercussions sur les prix du marché des variations des éléments constitutifs du coût des travaux sont réputées réglées par les stipulations ci-après :

#### 3.3.1 Révision des prix

**Les prix sont révisibles.**

#### 3.3.2 Mois d'établissement des prix du marché

Les prix du présent marché sont réputés établis sur la base des conditions économiques du mois de la date limite de remise des offres. Ce mois est appelé "mois zéro", comme stipulé à l'article 4 de l'acte d'engagement.

#### 3.3.3 Choix de l'index de référence

Les index de référence choisis en raison de leur structure pour la révision des prix de travaux faisant l'objet du marché sont les index nationaux suivants :

Désignation des lots	Indices
Lot 1 – Installation de chantier – Echafaudages – Parapluie - Charpente métallique	BT07
Lot 2 – Grue avec pilote	BT 01
Lot 3 – Maçonnerie Pierre de Taille / Colonnes sèches	BT 14
Lot 4 – Charpente bois en chêne	BT17a
Lot 5 - Couverture	BT30
Lot 6 – Sculpture Cuivre	BT01
Lot 7 - Menuiserie	BT18
Lot 8 - Détection incendie de chantier / Sûreté de chantier / Surveillance / Electricité	BT47

#### 3.3.4 Modalités de révision des prix

**Le coefficient de révision « Cn » applicable pour le calcul de l'acompte du mois « n » est donnée par la formule :**

$$Cn = 0.15 + 0.85 (BT/BT^{\circ}) - \text{arrondi au } 1/1000^{\text{ème}} \text{ supérieur}$$

**Dans laquelle :**

**BT et BT° sont les valeurs prises pour l'index bâtiment de référence BT respectivement au mois d'exécution des travaux et au mois d'établissement des prix, mois « M ».**

Par dérogation à l'article 10.44 du C.C.A.G, la valeur finale des références utilisées pour l'application de cette clause est appréciée au plus tard à la date de la réalisation contractuelle des prestations ou à la date de réalisation réelle si celle-ci est antérieure

**Les révisions seront payées en une seule fois à la fin de chaque tranche, annexées au décompte partiel définitif.**

3.3.5 Révision provisoire

Sans objet

3.3.6 Application de la taxe à la valeur ajoutée

Les montants des acomptes mensuels et de l'acompte pour solde sont calculés en appliquant les taux de TVA en vigueur lors de l'établissement des pièces de mandatement. Ces montants sont éventuellement rectifiés en vue de l'établissement du décompte général en appliquant les taux de TVA en vigueur lors des encaissements correspondants.

3.4 Règlement des comptes3.4.1 Répartition des paiements

L'acte d'engagement indique ce qui doit être réglé respectivement à l'entrepreneur titulaire et à ses sous-traitants ou co-traitants.

3.4.2 Tranche(s) optionnelle (s) :

Oui

3.4.3 Décomptes mensuels, décompte final

Les comptes seront réglés mensuellement suivant les dispositions ci-après :  
L'entrepreneur devra remettre à l'économiste ou au maître d'œuvre selon le cas, avant le dix (10) de chaque mois, suivant le mois d'exécution des travaux, un projet de décompte mensuel se rapportant aux travaux exécutés au cours du mois précédent.  
Ces décomptes seront transmis par courriel et déposé dans Chorus.

Le décompte final sera remis en version numérique et déposé dans Chorus.

*Par dérogation à l'article 12.3.2 du CCAG-Travaux : Dans le cas où la décision de réception est assortie de réserves, que ces réserves relèvent ou non des stipulations de l'article 41.5, la date du procès-verbal constatant la levée des réserves est substituée à la date de notification de la décision de réception des travaux comme point de départ des délais fixés au titulaire du marché pour notifier son projet de décompte final. De fait, les marchés de travaux ne pourront être soldés sans la levée de l'intégralité des réserves.*

3.4.4 Décomptes mensuels des approvisionnements sur le chantier

Sans objet

3.4.5 Paiements des sous-traitants3.4.5.1. Désignation de sous-traitants en cours de marché

L'acceptation d'un sous-traitant et l'agrément des conditions de paiement du contrat de sous-traitance sont constatés par un avenant ou un acte spécial signé par la personne responsable du marché et par l'entrepreneur qui conclut le contrat de sous-traitance

L'avenant ou l'acte spécial indique :

- La nature et le montant des prestations sous- traitées.
- Le nom, la raison ou la dénomination sociale et l'adresse du sous-traitant.
- Les conditions de paiement du contrat de sous-traitance, à savoir :
  - Les modalités de calcul et de versement des avances et acomptes.
  - La date (ou le mois) d'établissement des prix.
  - Les modalités de révision de prix.
  - Les stipulations relatives aux délais, pénalités, primes, réfections et retenues diverses.

- Le comptable assignataire des paiements.
- Si le sous-traitant est payé directement, le compte à créditer.

#### 3.4.5.2 Modalités de paiement direct

La signature du projet de décompte par le mandataire vaut réception par celui-ci de la somme à payer éventuellement à chacun des entrepreneurs solidaires, compte tenu des modalités de répartition des paiements prévues dans le marché.

La signature du projet de décompte par le mandataire vaut, pour chaque co-traitant, acceptation du montant d'acompte ou de solde à lui payer directement, déterminé à partir de la parité du projet de décompte afférente au lot qui lui est assigné.

Le titulaire joint en outre, au projet de décompte, en double exemplaire, une attestation par laquelle :

- Il indique le montant en prix de base de l'acompte ou du solde qui résulte de la prise en considération du projet de décompte.

- Il marque son accord pour que le montant de la -somme à verser au sous-traitant soit calculé en appliquant à ce montant, les stipulations du marché.

Pour les sous-traitants auxquels le marché n'assigne pas un lot, le titulaire joint en double exemplaire au projet de décompte une attestation indiquant la somme à régler par le maître d'ouvrage à chaque sous-traitant concerné ; cette somme tient compte d'une éventuelle révision ou actualisation des prix, prévue dans le contrat de sous-traitance et inclut la T.V.A.

Pour les sous-traitants d'un entrepreneur du groupement, l'acceptation de la somme à payer à chacun d'entre eux, fait l'objet d'une attestation jointe en double exemplaire au projet de décompte, signé par celui des entrepreneurs du groupement qui a conclu le contrat de sous-traitance et indiquant la somme à régler par le maître d'ouvrage au sous-traitant concerné : cette somme tient compte d'une éventuelle révision ou actualisation des prix, prévue dans le contrat de sous-traitance et inclut la T.V.A.

Si l'entrepreneur qui a conclu le contrat de sous-traitance n'est pas le mandataire, ce dernier doit signer également l'attestation.

#### 3.4.6 Répartition des dépenses communes de chantier

##### Dépenses d'investissement :

Les installations de chantier sont à la charge exclusive du lot n°1.

##### Nettoyage de chantier :

Chaque entrepreneur doit laisser le chantier propre et libre de tous déchets pendant et après l'exécution des travaux dont il est chargé.

Chaque entrepreneur a la charge de l'évacuation de ses propres gravois jusqu'aux lieux de stockage fixé par le maître d'œuvre. L'enlèvement des déblais stockés et leur transport à la décharge sont régis par les C.C.T.P. également pour chaque entreprise (Tri sélectif.)

Chaque entrepreneur a la charge du nettoyage, de la réparation et de la remise en état des ouvrages ou des installations qu'il a salies ou détériorées.

L'entretien hebdomadaire des installations de chantier, bureau, bungalows, sanitaires sont à la charge du lot n°1. Un contrat d'entretien auprès d'une société de nettoyage sera souscrit et une copie sera transmise au Coordonnateur SPS.

Selon les effectifs et la nécessité à la suite d'un constat du Coordonnateur SPS, MOE-, OPC, la fréquence de nettoyage sera augmentée sur simple demande temporairement ou définitivement.

### Dépenses diverses imputées au compte prorata

Le compte prorata sera tenu et géré par un comité de gestion, désigné par l'ensemble des entreprises. Ce comité sera présidé par l'entrepreneur du lot n°1 (ou par son représentant accrédité).

L'entrepreneur du lot n°1 procédera au règlement des dépenses ; chacune des entreprises titulaires d'un marché alimentera le fonds de roulement et la trésorerie nécessaire par des avances dont les montants et les fréquences seront fixées par le comité de gestion.

En fin de chantier, la répartition des dépenses communes entre les participants sera assurée par l'entrepreneur du lot n°1.

Un quitus de compte prorata devra être joint obligatoirement au projet de décompte final adressé par l'entrepreneur au maître d'œuvre, pour permettre de solder le marché.

En cas de litige, toute contestation est soumise à l'arbitrage du maître d'œuvre.

Convention interentreprises :

Il devra être passé entre les entreprises, une convention pendant la période de préparation.

Cette convention précisera les modalités d'application relatives au compte prorata et fixera les points non réglés dans le C.C.A.P.

Cette convention ne pourra, en aucun cas, être en contradiction avec les dispositions stipulées au C.C.A.P. et autres documents contractuels ; elle sera obligatoirement communiquée au maître d'œuvre, et au maître d'ouvrage pour information, dans un délai de quinze (15) jours à compter de sa conclusion, par la personne chargée de la gestion du compte prorata.

Dépenses imputées au compte prorata :

Les dépenses ci-après font l'objet d'une répartition forfaitaire :

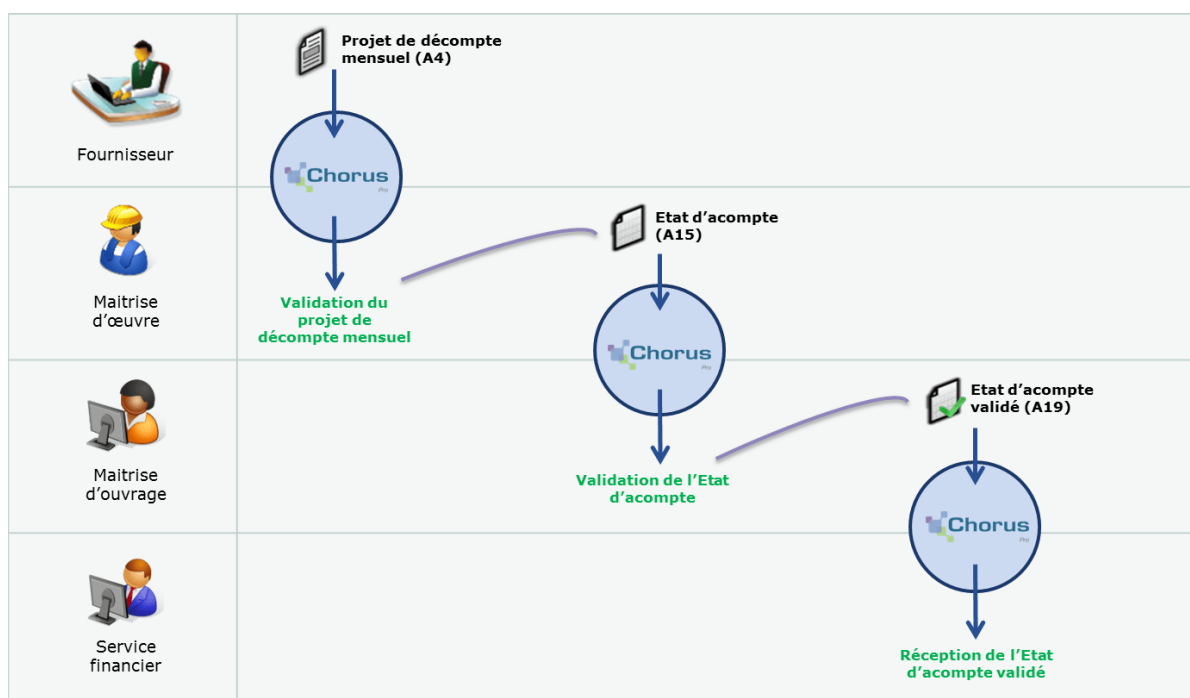
- consommation d'eau, d'électricité, de téléphone et d'internet ;
- frais de remise en état de la voirie ou des locaux existants, des réseaux d'eau, d'électricité et de téléphone détériorés ou détournés, dans les cas suivants :
  - \* l'auteur des dégradations et des détournements ne peut être découvert
  - \* les dégradations ou détournements ne peuvent être imputés à l'entrepreneur d'un lot déterminé
  - \* la responsabilité de l'auteur insolvable n'est pas couverte par un tiers.
- bennes pour évacuation des gravats et déblais divers stockés ; elles seront mises en place par le lot n° 1
- Déchets de manière générale (cartonnage, chutes, etc.) hormis les déchets issus des déposes et/ou démolitions
- Nettoyage en cas de débordement constaté par le MOE ou l'OPC sans pouvoir désigner l'entreprise responsable
- Frais de réparation de dégradation constaté par le MOE ou l'OPC sans pouvoir désigner l'entreprise responsable
- Nettoyage de la base vie (fréquence à préciser) > mis en place par le lot 01 mais souvent à la charge du CP
- Mise en place des extincteurs sur les zones chantier
- Internet

### 3.4.7 Modalités de facturation

Le titulaire utilisera exclusivement le portail Chorus Pro accessible par internet en se connectant à l'URL : <http://chorus-pro.gouv.fr> aux fins de déposer ses factures ou les saisir directement sur le portail Chorus Pro.

Le numéro de SIRET de la DRAC est : **172 104 606 000 14 - code service : CGF 0000025.**

Ci-après, le processus nominal de transmission d'une facture dans Chorus Pro en cours de marché :



### 3.4.8 Formes particulières de l'envoi des projets de décomptes mensuels

La notification des acomptes mensuels se fera conformément à l'article 12.2.2 du CCAG.

### 3.4.9 Délai de paiement

En cas de dépassement des délais légaux de paiement, des intérêts moratoires seront calculés au taux de l'intérêt légal en vigueur à la date à laquelle les intérêts moratoires ont commencé à courir.

## 3.5 Travaux en régie

Sans objet.

## **ARTICLE 4 - DÉLAI(S) D'EXÉCUTION - PENALITES ET PRIMES**

### 4.1 Délai d'exécution des travaux

Les travaux seront exécutés dans un délai global de **42 mois (non compris périodes de préparation)**.

Ce délai sera fixé par ordre de service.

### 4.2 Prolongation du délai d'exécution

En vue de l'application éventuelle du premier alinéa de l'article 18.2.3 du C.C.A.G., le nombre de journées d'intempéries réputées prévisibles est fixé à 10 jours (dix jours) ouvrables par tranche de travaux.

Les journées d'intempéries devront être informées à la MOE et l'OPC par l'entreprise concernée dans un délai de 24h et justifiées par un relevé météorologique au plus tard le 5 du mois suivant.



En vue de l'application éventuelle du deuxième alinéa de l'article 18.2.3 du C.C.A.G., le délai d'exécution des travaux sera prolongé d'un nombre de jours égal à celui pendant lequel un ou moins des phénomènes naturels dépassera l'intensité limite ci-après :

Nature du phénomène	Intensité limite
Vent	70 km/heure dès la première journée, la grue ne pouvant fonctionner au-delà de 72 Km/h
Pluie	20 mm/jour pendant 3 jours consécutifs
Température (gel)	0 degré Celsius pendant 3 jours consécutifs
Température (canicule)	Plus (+) 35 degrés Celsius pendant 3 jours consécutifs
Neige	2 cm d'épaisseur

Les interruptions possibles de chantier liées aux célébrations de culte prévues les mardis et vendredis à partir de 14h30 ne donneront pas lieu à prolongation du délai d'exécution.

### 4.3 Pénalités pour retard - Primes d'avances

Les stipulations du C.C.A.G. sont applicables.

L'entrepreneur subira, par jour calendaire de retard dans l'achèvement des travaux, une pénalité journalière de 1/3000ème H.T du montant H.T du marché.

Par dérogation à l'article 19.2 du CCAG Travaux, des retenues provisoires et/ou pénalités pourront être appliquées en cas de retard dans l'exécution des tâches figurant au calendrier détaillé d'exécution sur simple constatation par le maître d'œuvre consignée dans le compte-rendu de chantier, sans qu'une mise en demeure préalable ne soit nécessaire.

Les retenues et/ou pénalités prévues pour retard ci-dessus sont également applicables en cas de :

- Repliement des installations de chantier et remise en état des lieux : Le délai d'exécution des travaux comprend le nettoyage du chantier, le repliement des installations de chantier et la remise en état des lieux.

Tout retard, inexécution ou exécution défectueuse dans le repliement des installations de chantier ou la remise en état des lieux, est considéré comme retard dans l'exécution des travaux et donnera lieu à l'application des retenues et/ou des pénalités prévues pour retard.

- Délai pour effectuer la levée des réserves après réception : A l'issue des opérations préalables à la réception, chaque entreprise se voit notifier la liste des réserves formulées par le maître d'œuvre. À compter de la réception de cette liste, elle dispose d'un délai fixé par le procès-verbal des opérations préalables à la réception, pour lever ces réserves. Passé ce délai, des retenues et/ou des pénalités seront opérées.

- Délai pour remise des documents fournis après exécution : en cas de retard dans la remise des plans et autres documents à fournir après exécution par le ou les entrepreneurs conformément à l'article 40.1 du C.C.A.G., des retenues et/ou des pénalités seront opérées.

Ces retenues sont transformées en pénalités définitives si l'une des trois conditions suivantes est remplie :

- L'entrepreneur n'a pas respecté toutes les mesures nécessaires pour assurer la sécurité et protéger la santé physique et mentale de ses salariés (article L 4121-1 du code du travail).
- l'entrepreneur n'a pas achevé les travaux lui incombant dans le délai d'exécution propre à son lot ;
- l'entrepreneur, bien qu'ayant terminé ses travaux dans ce délai, a perturbé la marche du chantier ou provoqué des retards dans le déroulement des marchés relatifs aux autres lots.



Ces pénalités seront appliquées sur chaque exécution partielle et seront retenues sur les situations mensuelles, étant entendu que le décompte de l'ensemble des pénalités encourues sera notifié en fin de marché avec le décompte définitif.

En cas d'avance dans l'achèvement des travaux, l'entrepreneur ne bénéficiera pas de prime d'avance.

Pénalités pour retard de remises de documents ou de réponses au CSPS

Pénalités pour retard ou absence de correction immédiate ou dans un délai demandé par le CSPS, d'une situation non conforme en termes de prévention et de sécurité.

Les dispositions des articles 19.1.3 et 19.2.4 du CCAG s'appliquent à toutes les pénalités autres que retard d'exécution, sur simple constatation par le maître d'œuvre consignée dans le compte-rendu de chantier, sans qu'une mise en demeure préalable ne soit nécessaire.

Non-respect, dans les délais impartis, des demandes d'interventions faites par le maître d'œuvre pendant les travaux, jusqu'à et y compris la réception :

Pénalités : 200 € /jour

Non remise des plans, notices, fiches techniques, devis de travaux modificatif, fourniture d'échantillons, PV de classement au feu des matériaux utilisés, prototypes et tous éléments demandés par le maître d'œuvre dans les délais fixés par celui-ci.

Pénalités : 200 € /jour

Non-respect, dans les délais impartis, des demandes de nettoyage, dont la prise en charge est assurée par les entreprises.

Pénalités : 200 € /jour

Retard supérieur à 30 mn ou absence non justifiée aux réunions de chantier, ou aux réunions du CISSCT ou du CHSCT. Les personnes convoquées doivent être présentes et à l'heure. Si elles ne peuvent être présentes, elles doivent prévenir le maître d'œuvre, et être représentées par une personne de leur entreprise ayant les mêmes compétences et qui soit au courant du dossier.

Pénalités : 200 € /réunion

Non déclaration d'emploi d'un sous-traitant sur simple constat du maître d'ouvrage, du maître d'œuvre, de l'OPC ou du coordonnateur SPS

Pénalités : 200 € par jour de retard

Non-respect des prescriptions relatives à la sécurité, l'hygiène et à l'environnement immédiat sur simple constat par le coordonnateur SPS ou le maître d'œuvre

Pénalités : 300 €

Non-respect des prescriptions relatives à la sécurité incendie (à l'interdiction de fumer sur le chantier, aux permis feu, etc), sur simple constat du maître d'ouvrage, du maître d'œuvre, de l'OPC ou du coordonnateur SPS

Pénalités : 500 €

Présence de travailleurs clandestins sur simple constat de la présence d'un travailleur clandestin sur le chantier par le maître d'ouvrage, le maître d'œuvre, l'OPC ou le coordonnateur SPS

Pénalités : 500 €

#### 4.4

#### Remise en état des lieux

Conformément au C.C.A.G. Confère constat d'huissier établi en amont du chantier.

#### 4.5 Délais et retenues pour remise des documents fournis après exécution

En cas de retards dans la remise des plans et autres documents à fournir après exécution par l'entrepreneur, conformément à l'article 40 du C.C.A.G., une retenue égale à 80,00 € (Quatre vingt Euros) sera opérée dans les conditions stipulées à l'article 19 du C.C.A.G. sur les sommes dues à l'entrepreneur.

### **ARTICLE 5 - CLAUSES DE FINANCEMENT ET DE SÛRETÉ**

#### 5.1 Cautionnement

Sans objet

#### 5.2 Avance

Il sera fait application de l'option A de l'article 10.1 du CCAG. Une avance peut être accordée au titulaire, son montant est fixé à 30% du montant TTC du marché. Le remboursement de l'avance, effectué par précompte sur les sommes dues ultérieurement au titulaire, commence lorsque le montant exécuté atteint ou dépasse 65% du montant du marché. Le remboursement doit être terminé lorsque ce pourcentage atteint 80%. Le titulaire fera connaître dans l'acte d'engagement s'il refuse cette avance. Son silence vaudra acceptation.

#### 5.3 Avances sur matériels

Aucune avance sur matériels de chantier n'est versée à l'entrepreneur.

Les dispositions qui précèdent sont applicables à la fois :

- Aux travaux exécutés directement par l'entrepreneur titulaire du marché.
- Et à ceux exécutés par chaque sous-traitant chargé de l'exécution d'une partie de l'ouvrage.

### **ARTICLE 6 – PROVENANCE - QUALITÉ - CONTRÔLE ET PRISE EN CHARGE DES MATÉRIAUX ET PRODUITS**

#### 6.1 Provenance des matériaux et produits

Le C.C.T.P. fixe la provenance de ceux des matériaux, produits et composants de construction dont le choix n'est pas laissé à l'entrepreneur ou n'est pas déjà fixé par les pièces générales constitutives du marché ou déroge aux dispositions desdites pièces. Les conditions de mise à disposition de grumes par le maître d'ouvrage seront précisées dans le CCTP du lot 4 charpente.

#### 6.2 Mise à disposition de carrières ou lieux d'emprunt

Sans objet.

#### 6.3 Caractéristiques, qualités, vérifications, essais et épreuves des matériaux et produits

Sans objet

#### 6.4 Prise en charge, manutention et conservation par l'Entrepreneur des matériaux et produits fournis par le maître de l'ouvrage

Sans objet.

### ARTICLE 7 - IMPLANTATION DES OUVRAGES

#### 7.1 Piquetage général

Sans objet.

#### 7.2 Piquetage des ouvrages souterrains ou enterrés

Sans objet.

#### 7.3 Trait de niveau des parties hautes

Un trait de niveau sera établi par le lot 01, sur les maçonneries intérieures des bahuts et gouttereaux de la cathédrale (totalité du comble) et sur la face interne des parapets de coursive de pied de versant (en totalité).

Il servira de référence pour les études d'exécution et la réalisation :

- Des gergouilles sèches réalisées par carottage depuis l'extérieur (lot 3)
- Du tabouret métallique et des niveaux de plates-formes d'échafaudage (lot 1)
- Du relevé et de la restauration de la charpente de la flèche (lot 4)

#### 7.4 Cordeaux d'axe de la croisée

Le lot 4 assurera la mise en place de quatre cordeaux verticaux d'axe définissant, deux à deux, deux plans verticaux se coupant à angle droit, fixés sur les cloisons coupe-feu de la croisée et partant des arases maçonnées.

Les cordeaux d'axe de la croisée et le trait de niveau serviront à l'établissement du référentiel orthonormal du relevé de charpente et de toutes ses épures, des positions de tous les points singuliers des plans de support de couverture.

### ARTICLE 8 - PRÉPARATION - COORDINATION ET EXÉCUTION DES TRAVAUX

#### 8.1 Période de préparation - Programme d'exécution des travaux

Il est fixé une période de préparation, par dérogation à l'article 28.1 sa durée est de **2 mois** à compter du début du délai d'exécution des travaux.

Il est procédé au cours de cette période, aux opérations énoncées ci-après, à la diligence respective des parties contractantes :

- Par les soins du maître de l'ouvrage et/ou du maître d'œuvre :

- Mise à disposition de tous les renseignements dont ils disposent pour l'élaboration par le maître d'œuvre, après consultation des entrepreneurs, du calendrier détaillé d'exécution. Les entreprises devront transmettre à l'OPC sous 20 jours ouvrés après leur notification les éléments permettant la réalisation du calendrier des études d'exécution et des travaux par l'OPC et respectant le délai global de chaque tranche

constituant le planning DCE. Ce calendrier regroupant l'ensemble des données EXE de chaque entreprise sera notifié par OS à l'issue de la période de préparation.

- Par les soins de l'entrepreneur :

- Établissement et présentation au visa du maître d'œuvre du programme d'exécution des travaux.
- Établissement du planning détaillé des travaux.
- Toutes les études, démarches et approvisionnements permettant le démarrage des installations de chantier, de sécurité de chantier et de l'exécution des prestations, selon le planning DCE.

## **8.2 Plans d'exécution - Notes de calculs - Études de détails**

Les plans d'exécution des ouvrages, schémas, plans de fabrication et de montage sont établis par l'entrepreneur et soumis avec les notes de calculs correspondantes à l'approbation du maître d'œuvre. Ce dernier doit les retourner à l'entrepreneur avec ses observations éventuelles, au plus tard 10 jours après leur réception.

## **8.3 Mesures d'ordre social - Application de la réglementation du travail**

- 8.3.1 La proportion maximale des ouvriers étrangers par rapport au nombre total des ouvriers employés sur le chantier est celle prévue par la réglementation en vigueur pour le lieu d'exécution des travaux.
- 8.3.2 La proportion maximale des ouvriers d'aptitudes physiques restreintes rémunérés au-dessous du taux normal des salaires par rapport au nombre total des ouvriers de la même catégorie employés sur le chantier ne peut excéder 10 % (dix pour cent) et le maximum de réduction possible de leur salaire est fixé à 10 % (dix pour cent).

## **8.4 Organisation sécurité et hygiène des chantiers**

- 8.4.1 L'installation de chantier de l'entreprise bénéficie des facilités suivantes, données par le maître d'ouvrage :
- Les emplacements ci-après désignés sont mis gratuitement à la disposition de l'Entrepreneur, dès que commence à courir le délai contractuel d'exécution pour ses installations de chantier et dépôt provisoires de matériels et matériaux : Square des Bénédictins, Dijon.
  - L'utilisation de la zone de voirie en façade sud et d'une partie du parvis de l'église Saint-Philibert est soumise à l'autorisation de voirie délivrée par la ville de Dijon.
  - Dans les conditions suivantes :  
Les lieux doivent être livrés en fin de travaux dans l'état prévu au C.C.T.P. et dans le délai prévu pour le "Repliement des installations de chantier".

8.4.2 Toutes les mesures particulières nécessaires concernant la sécurité, la protection de la santé et des conditions de travail seront pris par l'entrepreneur. (CF ; PGC SPS)

### **8.4.3 Mesures particulières**

Le titulaire du lot 1 Installation de chantier – Echafaudages – Parapluie - Charpente métallique, aura à sa charge la pose, entretien et dépose du panneau de chantier. (Modèle imposé par le maître d'ouvrage)

Sujétions particulières liées aux visites de chantier par des groupes scolaires (ou

exceptionnellement d'adultes).

- Des cheminements sécurisés (garde-corps renforcés) seront mis en place sur les échafaudages, tels que repérés sur les plans d'installation de chantier dessinés par le Maître d'œuvre. Les entreprises devront les garder propres, sans encombre et sécurisés.
- L'emplacement et la nature des travaux seront adaptés les jours de visite pour éviter d'exposer les visiteurs à tout risque. Notamment seront interrompus les travaux situés au-dessus des cheminements de visite et les travaux à risques de projectiles.

Le fonctionnement des services de l'établissement ne doit pas être perturbé. Les entreprises devront permettre la libre circulation des personnes à l'intérieur de la cathédrale, sauf zones clôturées pour des raisons de sécurité liées au chantier (croisée + bras nord du transept).

Un chantier est prévu à la résidence CROUS, située plus haut dans la rue Docteur Maret, simultanément à la présente opération. Il s'agira de faire en sorte de ne pas en gêner l'accès à cette zone chantier voisine et d'assurer le bon déroulement de cette opération.

## 8.5

### *Coordination sécurité et protection de la santé*

Un coordonnateur SPS de niveau 1 (phases conception et réalisation) a été recruté pour cette opération : **M. Jean-Luc PINEAU, CSPS Prévention, 3C rue Ernest Lory, 21000 Dijon.**

Le titulaire s'engage à respecter les modalités pratiques de coopération entre le coordonnateur S.P.S. et les intervenants. Le titulaire informe le coordonnateur S.P.S. de toutes les réunions qu'il organise lorsqu'elles font intervenir plusieurs entreprises et lui indique leur objet.

Le titulaire donne suite, pendant toute la durée de l'exécution de ses prestations, aux avis, observations ou mesures préconisées en matière de sécurité et de protection de la santé des travailleurs par le coordonnateur S.P.S. Tout différent entre le titulaire et le coordonnateur S.P.S. est soumis au maître de l'ouvrage.

A la demande du coordonnateur S.P.S. le titulaire vise toutes les observations consignées dans le registre journal.

Obligations du titulaire vis à vis de ses sous-traitants : Le titulaire s'engage à introduire dans les contrats de sous-traitance les clauses nécessaires au respect des prescriptions de la loi n° 93-1418 du 31 décembre 1993.

Locaux pour le personnel : Le projet des installations de chantier indique, s'il y a lieu, la situation sur plan des locaux pour le personnel et leurs accès à partir de l'entrée du chantier, leur desserte par les réseaux d'eau, d'électricité et d'assainissement et leurs dates de réalisation ; ces dates doivent être telles que les conditions d'hébergement et d'hygiène sur le chantier soient toujours adaptées aux effectifs.

L'accès aux locaux du personnel doit être assuré depuis l'entrée du chantier dans des conditions satisfaisantes, en particulier du point de vue de la sécurité.

Le coordonnateur S.P.S. doit informer le maître d'ouvrage et le maître d'œuvre sans délai, et par tous moyens, de toute violation par les intervenants, y compris les entreprises, des mesures de coordination qu'il a définies, ainsi que des procédures de travail et des obligations réglementaires en matière de sécurité et de protection de la santé des travailleurs sur les chantiers. En cas de danger(s) grave(s) et imminent(s) menaçant la sécurité ou la santé d'un intervenant ou d'un tiers (tels que chute de hauteur, ensevelissement...), le coordonnateur S.P.S. a autorité pour arrêter le poste de travail. L'entreprise concernée par cet arrêt de poste de travail doit prendre les mesures nécessaires pour supprimer le danger. Le Maître d'Ouvrage a autorité pour arrêter le chantier.

Moyens donnés au coordonnateur S.P.S. :

- 1- Libre accès du coordonnateur S.P.S. : Le coordonnateur S.P.S. a libre accès au chantier.
- 2- Obligations du titulaire : Le titulaire communique directement au coordonnateur S.P.S. le P.P.S.P.S., tous les documents relatifs à la sécurité et à la protection de la santé des travailleurs, la liste tenue à jour des personnes qu'il autorise à accéder au chantier, dans les 5 jours qui suivent le début de la période de préparation les effectifs prévisionnels affectés au chantier, les noms et coordonnées de l'ensemble des sous-traitants quel que soit leur rang, tous les documents relatifs à la sécurité et à la protection de la santé des travailleurs demandés par le coordonnateur, la copie des déclarations d'accident du travail.

## **8.6 Dispositions relatives à la sécurité incendie**

### Sécurité incendie du chantier

Le risque incendie est identifié comme le risque majeur du chantier de la flèche. Pour maîtriser au mieux ce risque, une surveillance humaine sera mise en place sous la forme d'une assistance à maîtrise d'ouvrage. Un agent de sécurité, de niveau SSIAP 2, habilité à circuler sur les installations en hauteur (échafaudages, passerelles...), sera chargé de :

- ☐ contrôler et signer les permis feu, par délégation de la MOA ;
- ☐ à chaque fin de journée de travail, 2h après la fin des travaux par points chauds, réaliser une ronde à la caméra thermique sur les lieux de travaux ou constater sa bonne réalisation par les entreprises ;
- ☐ effectuer des contrôles inopinés en journée pour s'assurer du bon respect des consignes de sécurité par les entreprises.
- ☐ remettre un rapport hebdomadaire de ses visites régulières et inopinées.

Cette mission de surveillance, séparée des marchés de travaux, lui assure toute son autorité. Ne relevant pas d'une entreprise du chantier, la société de personnel de sécurité mandatée en direct par la MOA pourra agir en délégation d'autorité sur les entreprises et les différents intervenants du chantier (MOE, OPC, visiteurs...)

Pour des raisons de sécurité des personnes mais aussi de préservation du monument vis-à-vis des risques d'incendie, le chantier est strictement non-fumeur. Toute infraction à cette règle constatée de façon flagrante pourra entraîner l'exclusion immédiate et définitive de la personne concernée. La présence de mégots sera considérée comme l'indice d'une infraction à cette règle, et fera l'objet d'une pénalité à charge de l'entreprise manifestement en cause (suivant localisation) ou, en cas d'impossibilité d'identifier l'entreprise responsable, la pénalité sera portée au compte prorata. Pénalité pour présence de mégot sur le chantier : 500€

-Les matériaux inflammables (notamment bouteilles/bonbonnes de combustible ou autres liquides inflammables) seront stockés dans un container isolé et sécurisé proche de la base vie et à l'écart de tout stockage de matériau combustible.

En fin de journée, coupure de courant générale systématique des installations électriques de chantier, par coffret à clé.

Précautions particulières pour points chauds :

Permis feu 48h avant travaux, à transmettre à l'AMO en charge de la sécurité incendie.

Pas de points chauds 2h avant la fin de la journée

Ronde de vérification 2h après points chauds effectuée à la caméra thermique obligatoirement avec diffusion du PV d'autocontrôle

## **ARTICLE 9 - CONTRÔLES ET RÉCEPTION DES TRAVAUX**

### **9.1 Essais et contrôles des ouvrages en cours de travaux**

Le maître d'œuvre après accord du maître d'ouvrage, se réserve le droit de faire effectuer des essais et contrôles en sus de ceux définis par le marché :

- S'ils sont effectués par l'entrepreneur, ils seront rémunérés en dépenses contrôlées, ou par l'application d'un prix du bordereau.
- S'ils sont effectués par un tiers, ils seront rémunérés directement par le maître de l'ouvrage.

### **9.2 Réception**

Sauf dispositions figurant au C.C.T.P. relatives :

- Aux épreuves qui doivent être exécutées après une durée déterminée de remise des ouvrages.
- Aux épreuves ou vérifications qui ne peuvent être faites qu'à certaines périodes de l'année.
- A l'obtention de performances ou de rendements fixés au préalable, avec éventuellement des sanctions ou des bonifications financières en fonction des résultats obtenus et pour lesquelles -la réception ne peut être prononcée que sous réserve de l'exécution concluante des épreuves ou de la vérification des performances ou rendements obtenus.

Le délai maximal dans lequel le maître d'œuvre doit procéder aux opérations préalables à la réception des ouvrages est fixé à 15 jours (quinze jours), à compter de la date de réception de la lettre de l'Entrepreneur l'avisant de l'achèvement des travaux.

### **9.3** **Mise à disposition de certains ouvrages ou parties d'ouvrages**

Par dérogation à l'article 42.2 du CCAG travaux, les prestations réceptionnées partiellement en fin de chaque tranche et mise à disposition du maître d'ouvrage n'entraîne pas de transfert de la garde des ouvrages qui restent sous la responsabilité de chaque titulaire de marché dès lors qu'un ordre de service affermissant les tranches ultérieures a été notifié au titulaire.

### **9.4** **Documents fournis après exécution**

Le titulaire doit remettre au maître d'œuvre les documents suivants :

Par dérogation à l'article 40.1 du CCAG Travaux, s'il n'est pas remis au maître d'œuvre par le titulaire lorsqu'il demande la réception des travaux, le Dossier des Ouvrages Exécutés, partie intégrante des prestations des présents marchés, devra être remis au plus tard lors des Opérations Préalables à la Réception.

Le titulaire devra établir et diffuser le DOE en 3 exemplaires papier ainsi qu'un exemplaire dématérialisé reproductible du dossier des ouvrages exécutés.

En cas de retard dans la remise des plans et autres documents à fournir après exécution par les titulaires, une pénalité égale à 100 € par jour de retard est appliquée sur les sommes dues aux titulaires.

Ce DOE devra comporter un reportage photographique précis des ouvrages, notamment des éléments en zones non visitables.

### **9.5** **Délai de garantie**

Par dérogation à l'article 42.3 du CCAG, le délai de garantie des ouvrages, parties d'ouvrages ou ensemble de prestations qui font l'objet d'une réception partielle court jusqu'à l'expiration du délai de garantie généré par la dernière réception permettant l'établissement du décompte final du marché.

### **9.6** **Garanties particulières**

Sans objet.

### **9.7** **Assurances**

9.7.1. A la remise des offres, toutes les entreprises devront justifier qu'elles sont titulaires des assurances. (Responsabilité civil et/ou décennale). En cas de marchés pluriannuels, les titulaires des marchés devront produire de nouvelles attestations.

9.7.2. Assurances spécifiques au lot 04-charpente pour le recours au bois vert :

La restauration de la flèche impose l'utilisation de bois exceptionnels par leurs dimensions, qui ne peuvent être mis en œuvre que verts, après ressuyage. Cette spécificité peut avoir une incidence sur la couverture des intervenants à l'acte de construire, qu'il s'agisse des constructeurs ou des sous-



traitants.

Tous les intervenants du lot 04, titulaires comme sous-traitants, devront présenter une attestation nominatives propre au chantier mentionnant le recours au bois vert, dès la candidature et durant toute la durée du chantier.

## **9.8                      Procédure contentieuse - Arbitrage**

Le règlement des différends entre les parties est décrit à l'article 55 du C.C.A.G.

## **ARTICLE 10 - DIFFÉRENDS**

Selon article 55 du CCAG Travaux

## **ARTICLE 11 - DÉROGATIONS AUX DOCUMENTS GÉNÉRAUX**

Les dérogations explicitées dans les articles désignés ci-après du C.C.A.P. (et du C.C.T.P.) sont apportées aux articles suivants des documents généraux et des normes françaises homologuées ci-après.

### **A/ C.C.A.G.**

Dérogation à l'article 4.1 par l'article 2 du présent C.C.A.P.  
 Dérogation à l'article 10.4 par l'article 3.4.3 du C.C.A.P.  
 Dérogation à l'article 12 par l'article 3.4.3 du C.C.A.P.  
 Dérogation aux articles 15 et 16 par l'article 3.2.1 du C.C.A.P.  
 Dérogation à l'article 14.3 par l'article 3.2.2 du C.C.A.P.  
 Dérogation à l'article 19.2 par l'article 4.3 du C.C.A.P.  
 Dérogation à l'article 28.1, par l'article 8.1 du C.C.A.P.  
 Dérogation aux articles 40.1 par l'article 9.4 du C.C.A.P.  
 Dérogation à l'article 42.2 par l'article 9.3 du C.C.A.P.  
 Dérogation à l'article 42.3 par l'article 9.5 du C.C.A.P.

### **B/ C.C.T.G.**

Sans objet

Établi par :

Le Maître d'ouvrage,  
 Ministère de la Culture  
 DRAC Bourgogne-Franche-Comté  
 Conservation régionale des monuments historiques

Le :

Lu et Accepté :